

Investissements privés et publics

Novembre 2020

Québec et ses régions, intentions 2020

Par Guillaume Marchand

Le présent bulletin fournit les estimations 2020 (intentions) des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle selon la propriété (privée et publique), l'industrie (biens et services), l'actif (construction ; matériel et outillage) et le pays ou la province de contrôle par région administrative et par région métropolitaine de recensement. Ces estimations sont produites à partir des résultats de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada diffusés le 27 février 2020 et le 11 août 2020. De plus, ce bulletin expose les estimations 2018 des dépenses en immobilisation incorporelle en logiciels, les estimations 2019 des dépenses en construction résidentielle ainsi que les données provisoires 2019 pour les dépenses en immobilisation incorporelle dans la prospection pétrolière, gazière et minérale. Finalement, la publication détaille les écarts entre les données diffusées en 2019 et celles de 2020.

Au Québec

L'enquête réalisée avant l'avènement de la pandémie de COVID-19 plaçait les intentions des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle en 2020 à 46,4 G\$, en hausse de 7,3 % par rapport à la donnée provisoire de 2019 (43,3 G\$).

Toutefois, le confinement, les difficultés d'approvisionnement, l'arrêt des chantiers et les perspectives de revenus en baisse ont eu des incidences négatives sur les intentions de dépenses en immobilisation pour l'année 2020. Ainsi, au Québec, les intentions 2020 révisées des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle se chiffrent plutôt à 41,7 G\$, ce qui représente une baisse de 3,7 % par rapport à 2019 (43,3 G\$).

Coup d'œil régional

Les dépenses en immobilisation se concentreraient principalement dans la région de Montréal (36,5 %). En 2020, cette dernière afficherait une baisse des dépenses de 0,8 %, attribuable aux secteurs de l'administration publique fédérale (- 87,7 %), des services d'enseignement (- 30,7 %), de la fabrication (- 21,4 %) ainsi que des services immobiliers et services de location et de location à bail (- 20,0 %). Le secteur du transport et de l'entreposage connaîtrait une forte hausse de ses dépenses, lesquelles passeraient de 3,4 G\$ à 5,0 G\$ (47,6 %).

Après cinq années de hausse constante, la Montérégie, deuxième région en importance sur le plan des dépenses en immobilisations, connaîtrait une baisse notable (- 13,3 %) en 2020. Cette baisse se concentrerait principalement dans les industries productrices de biens et dans le sous-secteur de l'administration publique fédérale. L'Outaouais serait la région administrative qui connaîtrait la plus importante baisse (- 15,6 %), causée par une diminution des dépenses dans l'ensemble des secteurs producteurs de biens ainsi que des administrations publiques locales, municipales et régionales.

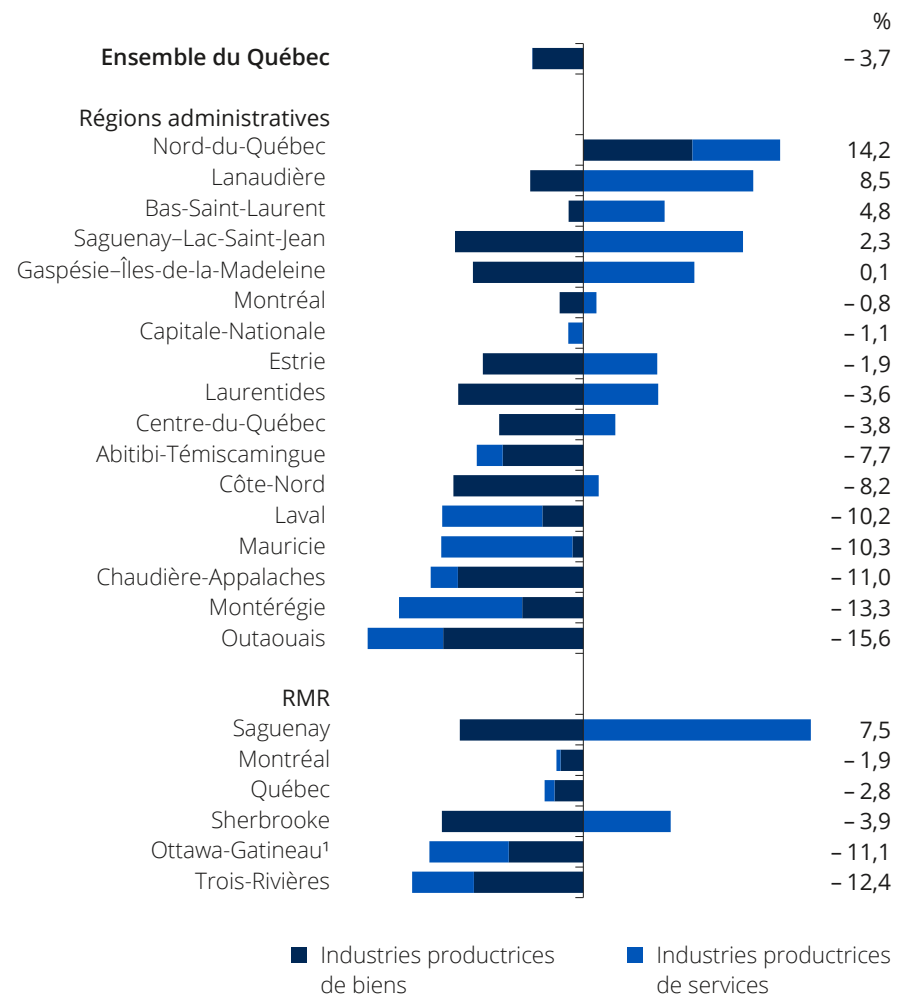
Cinq régions administratives observeraient des croissances des dépenses en immobilisation en 2020 : le Nord-du-Québec (14,2 %), Lanaudière (8,5 %), le Bas-Saint-Laurent (4,8 %), le Saguenay-Lac-Saint-Jean (2,3 %) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (0,1 %). Les hausses proviendraient principalement des secteurs suivants :

- Nord-du-Québec : extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz ;
- Lanaudière : transport et entreposage, services d'enseignement et administrations publiques locales, municipales et régionales ;
- Bas-Saint-Laurent : industrie de l'information et industrie culturelle ;
- Saguenay-Lac-Saint-Jean : administrations publiques locales, municipales et régionales.

La région métropolitaine de recensement (RMR) de Saguenay enregistrerait la plus forte croissance avec 7,5 %. Les dépenses seraient concentrées principalement en construction dans les industries productrices de services de propriété publique.

Figure 1

Variation annuelle des intentions de dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle selon l'industrie, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2020



1. Partie québécoise uniquement.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Dépenses en immobilisation des entreprises sous contrôle étranger

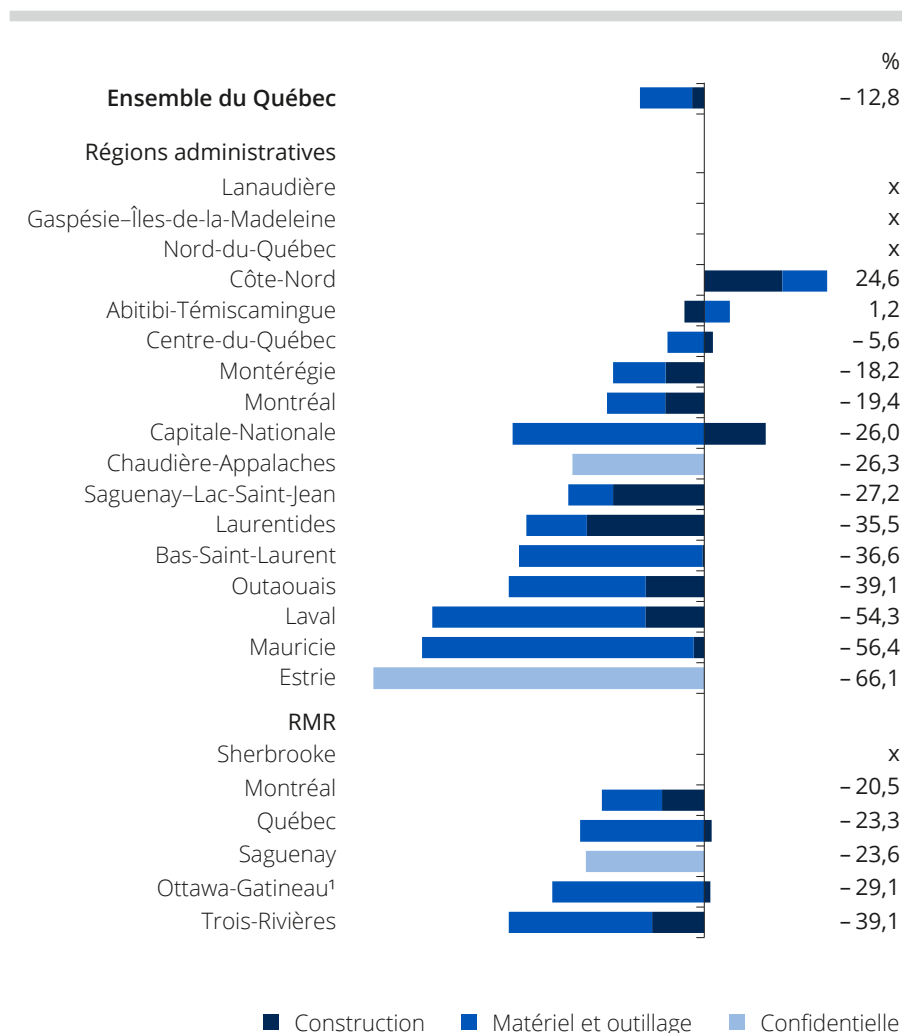
Les entreprises sous contrôle étranger prévoient une baisse de 12,8 % de leurs dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle privées en 2020, ramenant ainsi le niveau de dépenses à 3,9 G\$. Du côté des entreprises sous contrôle canadien (celles du Québec y comprises), la baisse atteindrait 8,9 % avec des dépenses de 15,5 G\$. Les dépenses des entreprises sous contrôle étranger représentent 20,2 % des dépenses en immobilisation privées et 9,4 % de l'ensemble des dépenses en immobilisation non résidentielle.

La Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue seraient les deux seules régions à connaître une hausse des dépenses en immobilisation des entreprises sous contrôle étranger en 2020, de l'ordre de 24,6 % et 1,2 % respectivement. La région administrative de l'Estrie afficherait quant à elle une forte baisse de ces dépenses. Elles passeraient de 187,4 M\$ en 2019 à 63,5 M\$ en 2020 (-66,1%). Cette baisse proviendrait, entre autres, de la diminution des dépenses d'entreprises sous contrôle états-unien.

L'ensemble des RMR enregistreraient des baisses des dépenses en immobilisation des entreprises sous contrôle étranger en 2020. Trois-Rivières afficherait la plus forte (-39,1 %), entre autres, en raison des dépenses des entreprises sous contrôle états-unien.

Figure 2

Variation annuelle des intentions de dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle privées des entreprises sous contrôle étranger, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2020



1. Partie québécoise uniquement.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec* ; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, du Registraire des entreprises et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Liens de parenté entre sociétés, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Immobilisation résidentielle

En 2019, les dépenses en immobilisation résidentielle (25,7 G\$) ont poursuivi leur croissance au Québec (+ 4,9 %). La région administrative de l'Outaouais (+ 36,5 %) a enregistré la plus forte augmentation, attribuable en grande partie à la construction d'appartements. Le Bas-Saint-Laurent a affiché une baisse de ses dépenses en immobilisation résidentielle (- 30,7 %) en raison d'une diminution de la construction et de la rénovation de bâtiments multifamiliaux, laquelle fait suite à une importante hausse (+ 37,8 %) observée en 2018.

Logiciels et prospection

Au Québec, les dépenses en logiciels se chiffrent à 2,5 G\$ en 2018 (voir tableau 2), ce qui constitue une hausse de 31,8 % par rapport aux 1,9 G\$ dépensés en 2017. Cette hausse est principalement attribuable aux régions de la Capitale-Nationale (+ 351,4 M\$) et de Montréal (+ 237,8 M\$).

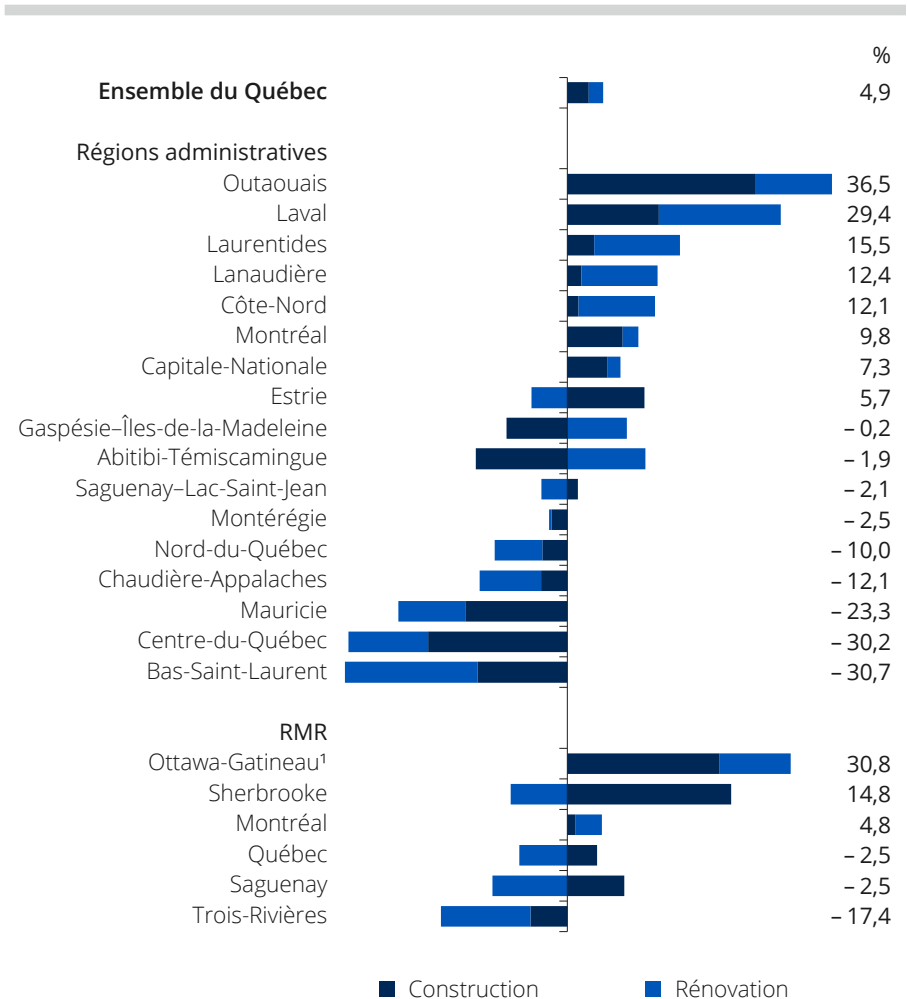
Les dépenses en prospection pétrolière, gazière et minérale au Québec devraient se chiffrer à 432,4 M\$ en 2019. L'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec seraient en baisse de 40,6 % et de 18,6 % respectivement, alors que la Côte-Nord afficherait une hausse de 16,9 %.

Révision des données provisoires 2018 et des intentions 2019 diffusées en 2019

De manière générale, les données provisoires et réelles 2018 des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle ont été revues à la hausse (voir tableau 3) pour l'ensemble des régions, à l'exception de la RMR de Trois-Rivières (- 1,8 %). Les données sont plus contrastées entre les intentions et les données provisoires 2019. Les corrections sont importantes pour les régions des Laurentides (+ 15,3 %), de la Mauricie (+ 10,8 %), du Nord-du-Québec (- 19,7 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (- 16,3 %).

Figure 3

Variation annuelle des dépenses en construction résidentielle, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2019



1. Partie québécoise uniquement.

Sources : Statistique Canada, *Investissement en construction de bâtiments et Permis de bâtir*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Mise en garde

Dépenses en immobilisation non résidentielle régionale. La régionalisation des données sur les dépenses en immobilisation non résidentielle s'appuie essentiellement sur l'*Enquête sur les projets d'investissement au Québec* de l'Institut de la statistique du Québec et sur l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada. Puisque cette dernière enquête n'est pas conçue pour garantir la représentativité régionale, et malgré l'utilisation d'autres sources de données pour améliorer la représentativité régionale, l'interprétation des données doit être faite avec prudence.

Construction résidentielle régionale. Les estimations des données par régions administratives se basent sur le programme statistique *Investissement en construction de bâtiments* de Statistique Canada. L'interprétation des dépenses en construction résidentielle par régions administratives doit être faite avec prudence, puisque les données détaillées sur les permis de bâtir utilisées pour la répartition régionale sont partielles pour certaines régions et catégories d'actifs.

Révision des données provisoires et des intentions. Les données anticipées pour 2020 ainsi que les données provisoires pour 2019, recueillies auprès des entreprises au cours de l'automne 2019 et de l'été 2020, sont sujettes à révision et ne peuvent pas être considérées comme aussi fiables que les données réelles. Par conséquent, les révisions des dépenses en immobilisation sont importantes entre les intentions, les données provisoires et les données réelles. Les projets de construction et les achats de machineries peuvent être annulés ou reportés, ou voir leurs échéanciers modifiés au cours des différents cycles de diffusion des données. Les révisions peuvent également être causées par des modifications apportées à l'échantillonnage et aux allocateurs régionaux.

Investissements sous contrôle étranger et investissement direct étranger : présentation des concepts

Il existe plusieurs données sur le thème de l'investissement étranger. Or, cette appellation peut porter à confusion, car elle peut faire référence à plusieurs concepts qui ne sont pas nécessairement comparables entre eux. Dans cette publication, nous faisons référence au concept de dépenses en immobilisation selon le pays de contrôle ou d'investissement sous contrôle étranger, mais il existe également le concept d'investissement direct étranger et d'investissements étrangers selon le sens de la Loi sur Investissement Canada.

Investissement direct étranger : Les données portant sur l'investissement direct étranger, comme présenté dans la publication *Bilan des investissements internationaux du Canada* de Statistique Canada sont liées aux flux financiers transfrontaliers par l'acquisition d'instruments financiers, telles les actions et les obligations. On considère qu'un agent économique est un investisseur direct s'il exerce une influence marquée sur la gestion d'une société canadienne, ce qui

correspond à détenir au moins 10 % des actions avec droit de vote. La valeur de l'investissement est une valeur comptable, qui mesure la différence entre deux périodes de la valeur comptable du bilan des entreprises.

Également, Industrie Canada compile des données sur les investissements étrangers en examinant les investissements effectués par les non-résidents, conformément à la Loi sur Investissement Canada. Cette loi vise à instaurer l'examen des investissements importants effectués au Canada par des non-Canadiens afin de garantir ces avantages. De manière générale, les concepts utilisés se rapprochent de l'investissement direct étranger. Cependant, les dispositions de la loi comportent de nombreuses inclusions, exclusions et modulations en fonction du pays d'origine, du secteur industriel, de la propriété privée ou publique et du niveau d'investissement qui ne couvrent pas l'ensemble des investissements directs étrangers.

Malgré la similitude des dénominations, il n'existe aucun lien statistique entre ces concepts. L'investissement sous contrôle étranger augmente le stock de capital productif de l'économie, alors que l'investissement direct étranger mesure le changement de propriétés des actifs financiers par les flux transfrontaliers.

Par exemple, la construction d'une usine par une entreprise américaine établie au Québec constitue une dépense en immobilisation sous contrôle étranger, alors que la méthode de financement sera le principal critère pour déterminer s'il s'agit d'investissement direct étranger. Une construction financée par un emprunt local ne sera pas considérée comme un investissement direct étranger (aucun flux financier transfrontalier), alors que ce sera le cas si elle est financée par la maison mère américaine à l'aide des bénéfices non répartis.

Dépenses en immobilisation de l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations et formation brute de capital fixe des comptes économiques

Les dépenses en immobilisation ne sont pas harmonisées avec les concepts des comptes économiques. Par conséquent, ces estimations ne sont pas égales à celles de la formation brute de capital fixe que l'on retrouve dans les composantes du produit intérieur brut selon les dépenses de même que celles de l'investissement du programme *Stock et consommation de capital fixe non résidentiel* de Statistique Canada.

Les données provenant de l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisation et réparations sont la principale source d'information utilisée pour mesurer la formation brute de capital fixe du système de comptabilité nationale. Cette dernière est un concept plus large, car elle inclut, en plus des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle, celles en bâtiments résidentiels et celles liées aux produits de propriété intellectuelle. Pour les catégories des dépenses en immobilisation « ouvrages non résidentiels » et « machines et matériel », appelées « construction » et « matériel et outillage » dans l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, certains ajustements doivent être faits pour qu'elles soient conformes aux comptes économiques.

Ajustements

- Ajout des immobilisations incluses aux dépenses d'exploitation ;
- Ajout des immobilisations à usage commercial provenant d'achats personnels ;
- Déduction des immobilisations à usage personnel provenant d'achats commerciaux ;
- Analyse de la cohérence entre la production, le commerce, les stocks et les investissements pour les voitures, les camions et les aéronefs ;
- Déduction de la valeur des véhicules loués à des fins personnelles ;
- Déduction pour les véhicules automobiles et aéronefs d'occasion, les rebuts et la récupération ;
- Analyse de la cohérence du secteur des administrations publiques avec les données des statistiques de finances publiques canadiennes ;
- Ajout des coûts de transfert ;
- Sectorisation et reclassification de certains répondants de l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations entre les

secteurs des entreprises, des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages ;

- Équilibrage des tableaux des ressources et des emplois.

La différence entre les dépenses en immobilisation publique de l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations et la formation brute de capital fixe des administrations publiques des comptes économiques est principalement le traitement des entreprises publiques qui diffère entre les deux produits de données. Dans l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, les dépenses en immobilisation des entreprises publiques sont considérées comme faisant partie de l'univers public, alors que dans les comptes économiques provinciaux, ces investissements se retrouvent majoritairement dans le secteur des entreprises. Seule une partie des dépenses en immobilisation des entreprises publiques locales, soit les dépenses en immobilisation liées aux réseaux d'aqueducs, se retrouve dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques locales dans les comptes économiques.

Définitions

Dépenses en immobilisation ou investissements

Dépenses faites pour l'acquisition d'actifs durables neufs qui procurent un avantage économique à son propriétaire. Elles sont divisées entre les immobilisations corporelles (bâtiment, travaux de génie, matériel et outillage), incorporelles (logiciel, recherche et développement, prospection pétrolière, gazière et minérale, etc.) et financières (actions, obligations, prêts, créances, etc.). Elles excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de matériel ou d'outillage d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements de propriété publique

Dépenses en immobilisation des administrations, des entreprises et des organismes publics fédéraux, provinciaux et locaux. Par ailleurs, le secteur public inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux publics.

Dépenses en immobilisation selon le pays de contrôle ou investissements sous contrôle étranger

Dépenses faites par les entreprises dont le contrôle est exercé majoritairement par des intérêts étrangers. Le pays de contrôle est attribué aux sociétés selon la règle de la propriété de 50 % des actions avec droits de vote. Lorsqu'il n'est pas possible d'attribuer le contrôle de la société à une personne ou à une entreprise, le lieu de son siège social est utilisé.

Construction résidentielle

Constructions permanentes qui produisent un service de logement. Les constructions doivent avoir une salle de bain et une cuisine pour chaque logement. Elles comprennent, entre autres, les maisons, appartements, garages, chalets et maisons mobiles.

Tableau 1

Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle selon l'industrie, la propriété et l'actif, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, intentions 2020

	Unité	Industrie (SCIAN)		Propriété		Actif		Total
		Biens	Services	Privé	Public	Construction	Matériel et outillage	
Régions administratives								
Bas-Saint-Laurent	M\$	205,4	652,8	354,8	503,4	572,0	286,2	858,2
	TCA (%)	- 4,1	7,9	10,0	1,5	5,8	2,8	4,8
Saguenay-Lac-Saint-Jean	M\$	890,4	823,6	853,2	860,8	1 003,4	710,6	1 714,0
	TCA (%)	- 14,9	30,6	- 23,7	54,4	18,2	- 14,1	2,3
Capitale-Nationale	M\$	658,5	3 389,8	1 461,5	2 586,9	2 519,2	1 529,2	4 048,3
	TCA (%)	- 0,5	- 1,2	- 11,6	6,0	6,3	- 11,2	- 1,1
Mauricie	M\$	301,3	510,4	333,4	478,4	551,2	260,5	811,8
	TCA (%)	- 2,3	- 14,4	- 19,8	- 2,1	- 5,7	- 18,5	- 10,3
Estrie	M\$	531,3	838,4	641,1	728,7	828,8	541,0	1 369,7
	TCA (%)	- 16,0	9,7	- 21,4	25,4	8,9	- 14,9	- 1,9
Montréal	M\$	1 941,6	13 279,0	6 567,6	8 653,0	9 638,6	5 582,0	15 220,6
	TCA (%)	- 11,9	1,1	- 8,8	6,3	1,8	- 5,0	- 0,8
Outaouais	M\$	278,0	707,8	480,1	505,8	636,3	349,5	985,8
	TCA (%)	- 29,8	- 8,2	- 5,7	- 23,2	- 17,8	- 11,1	- 15,6
Abitibi-Témiscamingue	M\$	1 027,1	352,2	1 067,5	311,9	1 015,4	364,0	1 379,4
	TCA (%)	- 7,8	- 7,4	- 7,5	- 8,3	- 9,3	- 2,7	- 7,7
Côte-Nord	M\$	1 221,4	758,9	803,9	1 176,4	1 625,2	355,1	1 980,3
	TCA (%)	- 14,2	3,3	5,1	- 15,6	- 4,1	- 23,5	- 8,2
Nord-du-Québec	M\$	1 167,2	284,9	816,6	635,6	1 083,9	368,3	1 452,2
	TCA (%)	9,4	39,3	23,0	4,6	5,3	51,9	14,2
Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	M\$	132,7	389,2	125,1	396,8	398,5	123,4	521,9
	TCA (%)	- 23,8	12,0	- 20,4	8,9	8,1	- 19,4	0,1
Chaudière-Appalaches	M\$	676,9	880,7	870,6	687,0	978,3	579,3	1 557,6
	TCA (%)	- 19,0	- 3,8	- 18,0	- 0,2	- 8,4	- 15,2	- 11,0
Laval	M\$	243,8	765,6	529,5	479,8	560,0	449,3	1 009,4
	TCA (%)	- 12,0	- 9,6	- 17,5	- 0,5	- 3,6	- 17,3	- 10,2
Lanaudière	M\$	345,8	790,0	547,4	588,5	752,5	383,4	1 135,8
	TCA (%)	- 10,4	19,4	0,1	17,6	22,0	- 11,0	8,5
Laurentides	M\$	547,1	1 101,0	752,0	896,1	1 076,4	571,8	1 648,1
	TCA (%)	- 22,0	9,2	- 12,2	5,1	- 0,3	- 9,3	- 3,6
Montérégie	M\$	1 790,6	3 278,6	2 654,0	2 415,2	3 149,7	1 919,5	5 069,2
	TCA (%)	- 12,6	- 13,7	- 12,9	- 13,8	- 14,0	- 12,0	- 13,3
Centre-du-Québec	M\$	448,5	490,1	589,7	348,9	520,2	418,5	938,6
	TCA (%)	- 11,7	4,8	- 5,4	- 0,9	- 1,7	- 6,2	- 3,8
Régions métropolitaines de recensement								
Saguenay	M\$	322,1	636,4	502,4	456,2	532,5	426,0	958,5
	TCA (%)	- 19,8	29,9	- 19,6	70,9	32,2	- 12,9	7,5
Québec	M\$	632,3	3 630,7	1 739,3	2 523,8	2 654,8	1 608,2	4 263,0
	TCA (%)	- 12,6	- 0,8	- 10,9	3,7	3,3	- 11,4	- 2,8
Sherbrooke	M\$	131,0	682,5	273,5	540,0	543,9	269,6	813,5
	TCA (%)	- 39,7	8,5	- 39,5	36,9	5,1	- 18,1	- 3,9
Trois-Rivières	M\$	147,3	432,8	313,5	266,6	349,9	230,2	580,0
	TCA (%)	- 26,2	- 6,4	- 22,0	2,5	- 9,6	- 16,3	- 12,4
Montréal	M\$	3 328,7	17 627,0	9 310,0	11 645,7	13 223,7	7 732,0	20 955,7
	TCA (%)	- 9,5	- 0,4	- 9,2	4,7	0,7	- 6,2	- 1,9
Gatineau	M\$	191,8	669,5	437,6	423,7	549,9	311,4	861,3
	TCA (%)	- 21,4	- 7,6	- 3,7	- 17,6	- 10,8	- 11,7	- 11,1
Ensemble du Québec	M\$	12 407,8	29 293,1	19 447,8	22 253,1	26 909,3	14 791,5	41 700,9
	TCA (%)	- 11,4	- 0,0	- 9,7	2,3	- 0,7	- 8,7	- 3,7

TCA (%) : Taux de croissance annuel.

SCIAN : Statistique Canada, Système de classification des industries de l'Amérique du Nord.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2

Dépenses en immobilisation non résidentielle selon le pays de contrôle, dépenses en immobilisation résidentielle et dépenses liées à certains produits de propriété intellectuelle, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2018 à 2020

	Unité	Pays de contrôle		Résidentielle		Produits de propriété intellectuelle	
		2020 ⁱ		2019		2019 ^p	2018
		Canada	Étranger	Construction	Rénovation	Prospection	Logiciel
Régions administratives							
Bas-Saint-Laurent	M\$	335,6	19,2	39,0	288,5	—	37,4
	TCA (%)	14,8	-36,6	-60,0	-23,0	..	-33,7
Saguenay– Lac-Saint-Jean	M\$	472,7	380,4	172,0	436,5	1,4	37,6
	TCA (%)	-20,7	-27,2	5,6	-4,9	..	0,5
Capitale-Nationale	M\$	1 258,1	203,4	975,8	939,7	2,0	561,5
	TCA (%)	-8,7	-26,0	11,4	3,4	..	167,3
Mauricie	M\$	305,8	27,6	161,3	458,0	x	32,5
	TCA (%)	-13,3	-56,4	-41,2	-14,1	..	-28,3
Estrie	M\$	577,6	63,5	381,5	401,7	0,2	76,5
	TCA (%)	-8,0	-66,1	26,0	-8,4	-71,4	14,5
Montréal	M\$	5 660,5	907,1	3 282,3	4 631,6	—	1 049,5
	TCA (%)	-6,8	-19,4	20,1	3,5	..	29,3
Outaouais	M\$	450,3	29,8	615,0	634,2	2,5	100,2
	TCA (%)	-2,1	-39,1	63,1	17,8	78,6	58,3
Abitibi-Témiscamingue	M\$	969,0	98,5	45,0	247,8	105,2	19,9
	TCA (%)	-8,3	1,2	-45,6	14,9	-40,6	-17,1
Côte-Nord	M\$	321,1	482,8	6,5	96,5	16,6	24,0
	TCA (%)	-14,9	24,6	27,5	11,2	16,9	-18,9
Nord-du-Québec	M\$	x	x	2,8	28,6	288,5	30,5
	TCA (%)	..	..	-30,0	-7,4	-18,6	24,0
Gaspésie– Îles-de-la-Madeleine	M\$	x	x	30,1	147,4	0,1	9,1
	TCA (%)	..	..	-33,0	11,0	..	-36,8
Chaudière-Appalaches	M\$	721,8	148,9	404,9	791,2	x	113,6
	TCA (%)	-16,0	-26,3	-10,9	-12,7	..	-9,3
Laval	M\$	480,0	49,5	698,0	772,4	-	55,7
	TCA (%)	-10,0	-54,3	25,9	32,8	..	63,3
Lanaudière	M\$	x	x	676,8	844,7	x	37,5
	TCA (%)	..	..	4,1	20,2	..	-12,4
Laurentides	M\$	633,8	118,2	1 079,9	1 241,9	8,4	57,3
	TCA (%)	-5,9	-35,5	7,4	23,7	..	13,0
Montérégie	M\$	1 999,6	654,4	2 194,8	2 528,5	-	203,9
	TCA (%)	-10,9	-18,2	-4,5	-0,7	..	-0,8
Centre-du-Québec	M\$	481,2	108,5	112,3	329,7	-	53,5
	TCA (%)	-5,4	-5,6	-51,9	-17,4	..	-3,8
Régions métropolitaines de recensement							
Saguenay	M\$	217,6	284,8	129,3	246,6	..	20,0
	TCA (%)	-13,5	-23,6	30,5	-13,9	..	13,0
Québec	M\$	1 446,0	293,3	1 145,4	1 149,7	..	614,0
	TCA (%)	-7,8	-23,3	9,2	-11,9	..	108,7
Sherbrooke	M\$	x	x	328,6	222,6	..	47,3
	TCA (%)	..	..	49,4	-14,5	..	-2,7
Trois-Rivières	M\$	246,8	66,6	126,3	328,7	..	25,6
	TCA (%)	-15,6	-39,1	-18,1	-17,2	..	-32,8
Montréal	M\$	7 829,9	1 480,1	6 214,8	8 289,1	..	1 313,3
	TCA (%)	-6,7	-20,5	2,6	6,4	..	26,4
Gatineau	M\$	408,6	29,0	527,4	538,9	..	96,7
	TCA (%)	-1,2	-29,1	48,1	17,4	..	64,5
Ensemble du Québec	M\$	15 514,9	3 932,9	10 878,2	14 818,8	432,4	2 500,1
	TCA (%)	-8,9	-12,8	7,1	3,4	..	31,8

TCA (%) : Taux de croissance annuel.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, du Registraire des entreprises et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Liens de parenté entre sociétés, Permis de bâtir, Recensement de l'agriculture et Investissement en construction résidentielle*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3

Différences entre les données réelles, provisoires et perspectives, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2018-2019

	2018 ^P	2018	2019 ^I	2019 ^P	Variation	
					2018 ^P /2018	2019 ^I /2019 ^P
	M\$				%	
Régions administratives						
Bas-Saint-Laurent	1 002,0	1 014,1	841,6	818,9	1,2	-2,7
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 599,8	1 721,3	1 778,3	1 676,1	7,6	-5,7
Capitale-Nationale	3 767,7	4 228,2	4 120,1	4 092,9	12,2	-0,7
Mauricie	960,6	1 026,0	816,4	904,6	6,8	10,8
Estrie	1 221,9	1 313,2	1 332,9	1 396,5	7,5	4,8
Montréal	13 472,1	14 693,6	13 965,3	15 337,7	9,1	9,8
Outaouais	1 067,8	1 154,0	1 216,3	1 167,4	8,1	-4,0
Abitibi-Témiscamingue	1 623,4	1 627,9	1 785,0	1 494,2	0,3	-16,3
Côte-Nord	1 803,9	2 060,6	1 978,7	2 158,2	14,2	9,1
Nord-du-Québec	1 208,4	1 306,0	1 584,0	1 271,4	8,1	-19,7
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	402,5	459,6	472,0	521,6	14,2	10,5
Chaudière-Appalaches	1 707,0	1 886,0	1 767,2	1 750,5	10,5	-0,9
Laval	1 085,9	1 141,3	1 019,3	1 123,9	5,1	10,3
Lanaudière	963,2	1 041,3	957,2	1 047,3	8,1	9,4
Laurentides	1 543,7	1 712,8	1 482,9	1 709,8	11,0	15,3
Montérégie	4 947,6	5 463,2	5 444,1	5 846,3	10,4	7,4
Centre-du-Québec	836,1	953,4	959,0	975,4	14,0	1,7
Régions métropolitaines de recensement						
Saguenay	779,3	819,5	895,3	891,7	5,2	-0,4
Québec	4 288,2	4 558,9	4 568,2	4 385,4	6,3	-4,0
Sherbrooke	738,9	756,7	842,6	846,5	2,4	0,5
Trois-Rivières	704,7	692,2	615,9	661,8	-1,8	7,5
Montréal	18 878,4	20 679,2	19 621,0	21 370,5	9,5	8,9
Gatineau	911,7	1 003,8	1 003,2	968,9	10,1	-3,4
Ensemble du Québec	39 213,6	42 802,6	41 447,8	43 292,8	9,2	4,5

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Dans la collection *Investissements privés et publics*

À paraître

Perspectives québécoises, intentions 2021

Mars 2021

Sur le Web

Pour l'ensemble du Québec, des régions administratives et des régions métropolitaines de recensement, les données détaillées relatives aux dépenses en immobilisation pour la période allant de 2006 à 2020 sont disponibles à l'adresse suivante : www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/investissements/index.html

Symboles

\$	En dollars
M	En millions
G	En milliards
%	Pourcentage

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
p	Donnée provisoire
i	Intentions
x	Donnée confidentielle

Indicateurs de qualité

*	Passable
**	À utiliser avec prudence
F	Peu fiable, ne peut être publiée

Note

En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Notice bibliographique suggérée

MARCHAND, Guillaume (2020). « Québec et ses régions, intentions 2020 », *Investissements privés et publics*, [En ligne], novembre, Institut de la statistique du Québec, p. 1-11. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/investissements/ipp-regions-2020.pdf].

Ce bulletin est réalisé à l'Institut de la statistique du Québec par :

Guillaume Marchand

Direction des statistiques économiques :

Mario Beaulieu

Avec la collaboration de :

Julie Boudreault, révision linguistique
Marie-Eve Cantin, mise en page

Pour plus de renseignements :

Centre d'information et de documentation
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Courriel : cid@stat.gouv.qc.ca

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^e trimestre 2020
ISSN 2563-6286 (en ligne)

© Gouvernement du Québec
Institut de la statistique du Québec, 2020

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm